

AUTRE

Les récents rapports le du Canadien National e cultive une très gran- ain, de fraises et de re. La récolte se fait est expédiée à Londres rique, dit le rapport, p de pommes fraîches ada.

avril au 1er septem- exporté 233,283 ca- r ce nombre le Canada 5 caisses qui ont été Canada par les navires National Steamships. aliennes sont empaque- la plus moderne. De elles ne sont manipu- mains gantées.

son, de Sainte-Sophie- é réçu président de la ctors de Sucre d'Era-

ciers aussi réélus sont eorges de Beauce, vice- amontagne, St-Hilaire Dorais, Lawrenceville St-Charles de Belle-

Producteurs comp- mbres, son secrétaire yrilie Vaillancourt, a ntéressant rapport des Société.

\$4,000. a été mise à la chaque évêque des vince par le Départ- sation. Il a été enten- ne réunion avec l'hon- sociétés diocésaines, de il en avait été con- nt de choisir les can- ur des lots de coloni-

colons que l'on recru- la présente saison de- u vers le premier mal- \$4,000. mis à la dispo- du diocèse est pour inaire de nommer un r mission de s'occu- colonisation. Ce- tra de défrayer les d- du missionnaire.

s fourragères Québec

s marchés du service nces, nous fournit les ur l'état du marché des s dans la province de

nt été généralement Québec au cours du La balance des dispo- e de mil encore à la à 375,000 livres. Op- cette récolte soit absor- rce domestique durant

de la graine de tr- létés dans la majo- roduction du Québec, les disponibilités de ont estimées à 350,000 erce québécois semble e procurer cette mar- tôt, car ils savent que es provinces voisines ntéressés à cette pro- mblir leurs stocks et e.

s aux producteurs du graine pouvant être après retentoyage sont 20c. la liv; graine de ivre.

nos Annonceurs

Ne vous inquiétez pas de votre hernie!



C.E. Brooks, Inventeur Pour quoi vous tourmenter et souffrir plus longtemps avec votre hernie? Renseignez-vous au sujet de mon invention. Elle apporte aise, confort, et joie en traitant et soulageant des milliers de personnes atteintes d'hernies gênantes. Les Cousins à Air lesquels rassemblent et joignent les parties rompues comme un membre cassé. Pas d'élasticité, désagréable ou cousin. Pas d'onguent ni emplâtres. Durable et bon marché. Nous envoyons sur essai pour le prouver. Gare aux imitations. Ne sont pas vendus dans les magasins, ni par agents. Ecrivez aujourd'hui pour informations envoyées gratuitement dans enveloppe unie scellée.

H. C. BROOKS, 339 State St., Marshall, Michigan.



Connaissez-vous le cas de notre Geneviève? Non. Du reste, il y a maintenant plus de trente ans.

L'histoire de Geneviève est à la fois ordinaire, hélas! et triste.

Geneviève, en effet, était le reliquat de l'engouement fou d'une fille en vue de chez nous pour un officier de marine venu au pays, sur un vaisseau de guerre, promouvoir une amitié internationale.

Née rue Couillard, déposée à la Crèche et méconnue des siens, telles furent les trois circonstances déplorables de sa naissance.

Une brave famille de la campagne voulut bientôt recueillir la petite abandonnée, lui assurer une parfaite éducation chrétienne, un cours d'étude, puis, au cas où personne n'en voudrait pour épouse, la profession de garde-malade.

Remplis de consolation, les parents en donnaient périodiquement des nouvelles et même des portraits aux religieuses qui leur avaient confié un si remarquable sujet.

Pas de dossier mieux orné ni plus riche.

Et donc les anciennes de la communauté la connaissaient bien, sans l'avoir jamais revue.

Elles se réjouissaient de son sort, de ces heureux dons, de la visible protection de la divine Providence et priaient avec bonheur pour leur petite Geneviève.

Naturellement, Geneviève portait, dans le monde, un autre nom. Mais son origine était connue. Les plus sympathiques la disaient *orpheline*; et il ne fallait rien moins que l'ensemble, de ses qualités pour qu'on ne lui fit jamais de peine là-dessus.

Un jour, au bureau de placement, une jeune personne qui venait de visiter la maison demanda la permission de faire des compliments sur une enfant de la Crèche. C'était gracieux et ce fut accueilli comme tel. Mais, ô surprise! ne s'agissait-il point encore de Geneviève? On l'allait bientôt voir.

—Je vous assure, Mère, qu'elle vous fait honneur.

—Où donc avez-vous rencontré ce beau sujet?

—A la maison même. Elle est garde-malade et nous a été recommandée pour prendre soin de maman assez gravement atteinte.

Ici son nom et plusieurs particularités très favorables qui la précèdent comme réputation et comme annonce: bien élevée, modeste, réservée, compétente,

LOI DU CONCORDAT

(Suite de la page 53)

Duncan Sinclair, d'Ontario; l'Honorable Juge L.-J. Loranger, Monsieur J.-S. Royer et Monsieur Albert Rioux, de Québec. Assistèrent aussi à cette réunion, l'Honorable Juge P.-J. Montague, président de la Commission de Revision du Manitoba, Monsieur John R. Rumball, registraire de la Commission de Revision d'Ontario, Monsieur Albert Sauvage, registraire de la Commission de Revision de Québec et Monsieur Jacques Panneton, Séquestre Officiel en chef, de la province de Québec.

COMMUNIQUÉ

Les Commissions interprètent la loi d'arrangements entre cultivateurs et créanciers, de 1934, comme une mesure

affable, dévouée, consciencieuse, rien ne lui manque. Elle et ses parents sont enveloppés dans la même appréciation.

—Du fameux de bon monde, Mère! Si vous voyiez!

—L'éducation fait foi de tout, mademoiselle, même des origines; touchez du doigt.

—C'est tellement vrai, Mère, que, malgré la honte qu'il y a à l'avouer, nous sommes, mes sœurs et moi, presque jalouses de cette jeune fille.

—Jalouses de quoi?

—Jalouses de l'affection qu'elle a suscitée tout de suite par enchantement, je dirais, au cœur de maman. Elle est cent fois plus aimable que nous... je n'ose pas dire qu'elle est cent fois plus aimée, mais c'est à donner des tentations. Maman ne cesse de nous en dire du bien. C'est comme si elle l'avait toujours connue. Si on était plus riche, on la garderait. Si seulement papa vivait. Comment se consoler de la séparation prochaine... etc... etc...

Et la jeune personne, contente d'avoir rapporté le succès d'agrément d'un des sujets reçus et placés il y a si longtemps par la bonne mère sainte Augustine, s'en va.

Et les deux religieuses du bureau se regardent. Un pressentiment traverse l'esprit de la plus jeune.

—Geneviève serait-elle allée aboutir au chevet de sa vraie mère?

L'autre, l'ancienne, la discrétion personifiée, se reproche d'avoir trop intensément pensé ce que la jeune sœur a deviné. D'instinct, elle a fermé les yeux.

—Ma sœur, fait-elle, dites-vous bien que, dans la vie, il faut s'attendre à tout le prévu et... l'imprévisible...

Rien de plus ne fut dit sur le sujet.

Mais tout le reste de la journée, la jeune sœur entendit l'ancienne fredonner par intermittence, obsédant mais inconscient réflexe, l'air d'une chanson popularisée par Botrel au début du siècle:

A côté de ta mère,
Fais ton petit dodo,
Sans savoir que ton père
S'en est allé sur l'eau...

Discrète, à son tour, la jeune sœur fait mine de ne rien entendre mais comprend le mystérieux attrait de deux cœurs animés d'un même sang.

Ah! les secrets enfouis aux archives de la Crèche? Geneviève est morte. Sa mère aussi est morte. Au ciel, la mère et la fille se sont-elles reconnues et embrassées? Le bon Dieu, sûrement, ne saurait refuser les tendresse maternelles à une aussi brave éeue que la petite Geneviève.

V. GERMAIN, ptre.

ADOPTIONS: Six depuis le 1er janvier. AUMÔNES: Des visiteurs, \$2.30; par courrier, \$48.00.

destinée à résoudre les difficultés qui ont surgi dans Ontario et Québec entre les cultivateurs et leurs créanciers. Ils considèrent que cette loi a pour but, avant tout, de garder le cultivateur sur le sol, dans des conditions qui soient justes pour lui-même et aussi pour ses créanciers, et à titre de propriétaire. Les Commissions considèrent comme susceptible de bénéficier de la Loi, tout cultivateur qui s'efforce de cultiver sa terre consciencieusement et qui a toujours agi avec droiture avec ses créanciers dans le passé.

Les membres des Commissions estiment que les pouvoirs qui leur sont conférés par la Loi, sont très étendus. Tout en observant en général l'ordre d'inscription, ils insistent cependant sur le fait que les dispositions de la Loi sont si étendues, qu'ils doivent, lorsqu'ils étudient un cas méritoire, viser d'abord à retenir le cultivateur sur sa terre, dans des conditions justes pour lui-même et pour ses créanciers et qui lui permettent en même temps de produire efficacement.

Les Commissions se proposent de tenter tous les efforts de conciliation pour en arriver à une entente avant de décréter l'acceptation obligatoire d'une proposition. D'autre part, débiteurs et créanciers doivent bien se rendre compte que si les intérêts ne peuvent s'entendre, les Commissions, si elles peuvent en toute justice, formuleront elles-mêmes une proposition.

Les Commissions ont l'intention de classer les divers genres de dettes et de donner une attention toute spéciale à celles qui ont été encourues pour subvenir aux nécessités de la vie ou pour mesurer la production de la ferme. Lorsque les dettes représentent des reliquats impayés d'achats d'effets et de terrains que les Commissions ne considèrent pas indispensables à la bonne exploitation de la ferme, la Commission espère que le créancier consente à reprendre sa garantie et à libérer le cultivateur de son obligation.

La Commission considère comme très important que lorsqu'une proposition est formulée, le cultivateur soit non seule, lent relevé de sa position de débiteur en défaut, mais aussi que la proposition formulée par la Commission ne le laisse pas grevé de charges qui, à brève échéance, l'empêcheront de tenir ses engagements.

Au sujet des avances d'argent garanties par hypothèques, les Commissions s'efforceront de protéger les détenteurs de ces garanties, car ces garanties constituent une mise de fonds d'épargnes, dans certains cas péniblement réalisées, mais les Commissions considèrent de leur compétence, si la chose est équitable, de faire des propositions en vue d'ajuster le paiement du capital et le taux de l'intérêt.

Les membres de la Commission sont fermement convaincus qu'il faut tenter tous les efforts pour maintenir le cultivateur en sa qualité de "propriétaire". Elles ont remarqué que les arrangements conclus jusqu'ici indiquent que les créanciers reconnaissent que le taux de l'intérêt tend à baisser, et reconnaissent que les charges imposées par un taux fixe sont sans contredit un fardeau. Les Commissions espèrent que cette tendance se maintiendra et que dans la plupart des cas il n'y aura pas lieu pour elles d'intervenir.

On a aussi fait remarquer que les cours de justice ont déjà reconnu une différence entre les termes "banqueroute" et "insolvabilité". La grave dépression économique a indubitablement placé un grand nombre de cultivateurs

DEPUIS 4 ANS, PAS UNE DOULEUR RHUMATISMALE

Un homme de 70 ans loue Kruschen

Un homme qui avait souffert sérieusement de rhumatisme nous écrit la lettre suivante:

"Pendant longtemps, j'ai souffert de rhumatisme et une fois, je dus même garder le lit durant neuf semaines. Il y a environ 5 ans, quelqu'un me conseilla le Kruschen. J'en fis l'essai et ai continué depuis à l'employer. Kruschen m'a rétabli car je n'ai pas éprouvé une seule douleur rhumatismale depuis 4 ans. J'approche les 70 ans et me porte à merveille; je puis même faire ma journée de travail, grâce aux bienfaisants effets de Kruschen".—A. S.

Kruschen dissout les cristaux tranchants de l'acide urique qui sont la cause de tous les troubles rhumatismaux. Il favorise aussi l'expulsion hors du système de ces cristaux après leur dissolution. Si vous avez ensuite soin de continuer "la petite dose quotidienne", vous êtes effectivement protégé contre tout excès d'acide urique.

dans la deuxième catégorie, sans que le premier s'applique à eux, de sorte qu'une demande de secours d'après cette loi de la part d'un cultivateur ne comporte pas le fait qu'il est en banqueroute.

Pour aider à régler sans publicité indue les cas qui leur sont soumis, les Commissions devront, si le cultivateur le désire, entendre sa cause en présence des intéressés seulement et son désir à ce sujet sera respecté.

Puisque cette mesure est destinée à aider également les débiteurs et les créanciers, les Commissions espèrent que ces deux groupes leur accorderont leur entière coopération. Elles recommandent aux créanciers d'assister aux assemblées devant les Séquestres officiels et sont d'avis que si les créanciers le font, ils pourront arriver à des arrangements sans qu'il soit nécessaire de faire demande aux Commissions.

Les Commissions désirent que les arrangements que l'on conclura soient mutuellement satisfaisants aux débiteurs et aux créanciers. Les membres des Commissions désirent particulièrement que toutes les causes qu'ils entendront soient traitées de la manière la plus complète et la plus équitable, de plus en examinant les faits et les circonstances des diverses causes ils n'agront pas comme avocats d'un intérêt particulier, mais comme citoyens intéressés à faire un effort réel pour venir en aide à leurs concitoyens dans leurs difficultés, qu'ils soient débiteurs ou créanciers.

Les Commissions adopteront une procédure aussi simple que possible, mais par ailleurs l'enquête sera complète et portera sur tous les faits utiles pour permettre aux parties d'en arriver à une entente.

Il n'y aura pas d'honoraire à payer aux Commissions ni aux Séquestres Officiels. S'il est impossible ou même difficile au cultivateur ou au créancier de se présenter à l'audition de la cause, il peut envoyer sa déclaration écrite au registraire de la Commission, et cette déclaration recevra pleine considération. Ces représentations écrites devront être soumises aussitôt que possible après que le cultivateur ou le créancier aura reçu avis du dépôt de la requête en revision.

L'adresse du registraire de la Commission de Revision pour la province d'Ontario est, 10 rue Adélaïde-est, Toronto, Ont.—Pour la province de Québec, 14 rue Saint-Jacques est Montréal, Qué.